

Désendetter pour créer

Signée par un Suisse sur 25 et déposée en 1991, la pétition *Le désendettement: une question de survie* a porté de nombreux fruits. Dans une douzaine de pays, la dette a été transformée en fonds pour des projets de développement durable. Ainsi, aux Philippines, une communauté de pêcheurs retrouve peu à peu un avenir.

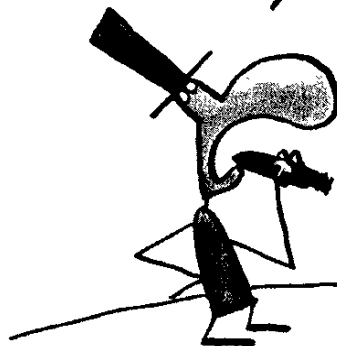
Les îles Olango, à quelques brasses de Cebu City (Philippines), sont en pleine mutation. Elles ont, en effet, développé de véritables fermes aquatiques produisant des algues de haute qualité qui, fraîches ou séchées, peuvent être exportées, consommées comme nourriture de base ou utilisées comme agent épaississant dans la fabrication de glaces. Source importante de revenus, cette activité est aussi un moyen de lutter contre la pêche à la dynamite qui décime les bancs de poissons et détruit les récifs de corail. Ce début d'une exploitation alternative et durable des ressources maritimes côtières ouvre de nouvelles perspectives puisqu'un projet de tourisme doux et écologique est à l'étude.

Ce programme est l'un des fruits du système ingénieux de «désendettement créatif» imaginé par les organisations d'entraide, dont l'Action de Carême et Pain pour le prochain. En réponse à une pétition déposée en 1991 avec 250 000 signatures, les Chambres fédérales avaient alors voté un crédit de 500 millions pour le désendettement des pays les plus pauvres. Mais plutôt que d'effacer complètement les dettes, une portion a servi à créer des «fonds de contrepartie» en monnaie locale pour des projets de développement.

Devenu depuis un modèle internationalement reconnu, le programme de la Suisse a jusqu'ici permis d'effacer des dettes publiques de 19 Etats pour une valeur de 1,1 milliard de francs. Des fonds de contrepartie ont vu le jour dans 12 pays : Bolivie, Honduras, Jordanie, Tanzanie, Pérou, Zambie, Côte-d'Ivoire, Sénégal, Equateur, Philippines, Egypte, Guinée. Des négociations ont lieu actuellement entre la Suisse et le Cameroun.

Parmi ces différents fonds, celui des Philippines est considéré comme exemplaire. D'une part, la gestion du capital – environ 21 millions de francs – a été confiée à une fondation compo-

„HIER, JE T
UN PEU, ALO
TU ME DOI



EUGENIO M. GONZALES

Ingénieur industriel actif depuis 18 ans dans le domaine du développement.

Eugenio M. Gonzales est le directeur de la fondation qui, aux Philippines, gère le fonds de contrepartie issu des initiatives de désendettement suscitées par les organisations d'entraide suisses. Hôte de Pain pour le prochain pour la Campagne œcuménique, il participera au séminaire sur le droit international d'insolvabilité (9 mars à Berne), et restera en Suisse jusqu'au 26 mars.



GÉORGINE KENGNE DJÉUTANE

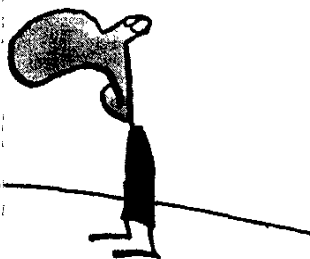
Chercheuse auprès du Service Œcuménique pour la paix à Yaoundé et auteure d'une thèse de doctorat sur la crise de la dette, l'économiste Géorgine Kengne Djéutane est également la coordinatrice de la campagne "Jubilée 2000" au Cameroun. A ce titre, elle a animé l'année dernière un important séminaire sur la question du désendettement du Cameroun, question particulièrement vitale puisque le service annuel de la dette (750 millions de francs) excède les recettes d'exportations du pays.

et que chaque Camerounais naît avec une dette de 740 francs ! Organisée notamment par le Conseil des Eglises Baptistes et Evangéliques du Cameroun (CEBC) dans les locaux de la Faculté de théologie protestante de Yaoundé – ce qui montre l'engagement des Eglises sur ce thème –, cette manifestation a bénéficié de l'apport du service désendettement de la Communauté de travail Swissaid / Action de Carême / Pain pour le prochain / Helvetas / Caritas, qui a étudié les possibilités de créer un fonds de contrepartie pour des projets de développement au Cameroun. Hôte de Pain pour le prochain pour la Campagne œcuménique, Géorgine Kengne Djéutane participera au séminaire sur le droit international d'insolvabilité (le 9 mars à Berne) et séjournera en Suisse jusqu'au 26 mars.

La juste mesure



AI PRÊTÉ
S AUJOURD'HUI,
TOUT!!!



nix x RENIX

sée d'organisations non-gouvernementales, dont l'Entraide protestante suisse. D'autre part, la fondation a opté pour une approche à long terme où seuls les intérêts du capital sont distribués. Depuis 1996, environ 4,5 millions de francs ont été investis dans le soutien de projets, dont 95 % sous forme de crédits, de garanties ou de participations à des conditions très avantageuses.

Comme le souligne le directeur de la fondation, Eugenio M. Gonzales, « nous finançons avant tout des entreprises et des projets de développement durables, qui servent à la communauté et contribuent à la préservation des ressources naturelles. » L'éventail des projets va ainsi du soutien à des PME urbaines, jusqu'à la sécurité alimentaire, en passant par le recyclage des déchets de fibres de noix de coco utilisés dans la fabrication de filets anti-érosion.

URS A. JAGGI
ET MICHEL EGGER

Faut-il, oui ou non, annuler la dette d'un pays pauvre, comme le réclame la campagne *Jubilee 2000* ? Au Mozambique, qui bénéficie du programme HIPC du FMI, le débat fait rage.

Le Mozambique fait partie des 33 pays pauvres et très endettés d'Afrique. Ces pays ont réussi à se qualifier pour le programme HIPC (Highly Indebted Poor Countries), lancé en 1996 par le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque Mondiale. Cette initiative a pour but non pas d'effacer la dette extérieure, mais de ramener son remboursement à un niveau supportable. En juillet 1999, grâce à sa bonne gestion publique et à une mise en œuvre stricte du programme d'ajustement structurel du FMI, le Mozambique a ainsi obtenu la garantie d'une remise de quelque 4,5 milliards de francs sur une dette totale de plus de 105 milliards!

Quels sont les effets d'un tel programme? Les avis divergent. Pour les uns, comme l'économiste Telma Loforte, il s'agit d'un pas décisif vers l'assainissement du déficit budgétaire et la lutte contre la pauvreté. Pour d'autres, c'est une goutte d'eau dans le désert. Ainsi Constantino Godé, responsable de la campagne *Jubilee 2000* au Mozambique : « HIPC permet certes au Mozambique de réduire le service annuel de sa dette de 113 à 100 millions de francs, mais cela n'apporte pas d'amélioration sensible à la situation économique. Malgré ce rabais, le fardeau de la dette reste toujours plus élevé que les

dépenses pour la santé et l'éducation réunies. »

Pour Godé, « le Mozambique ne pourra redémarrer sous le signe de la justice sociale que si les pays riches industrialisés et les créanciers multilatéraux effacent complètement et sans condition la dette. Cela d'autant plus qu'elle est illégitime, car liée à la politique déstabilisatrice du régime sud-africain de l'apartheid pendant la guerre civile. Nous demandons également à notre gouvernement une gestion durable de la dette, qui repose sur une politique budgétaire transparente et contrôlée de manière indépendante. »

Pour Telma Loforte, une annulation totale de la dette serait une erreur : « Elle risquerait d'amener le gouvernement à une gestion laxiste et à accepter de nouveaux crédits à la légère. Ce n'est pas ainsi que nous nous libérerons de la dépendance économique extérieure qui a marqué l'histoire du Mozambique depuis l'indépendance. » Dépendance d'abord de l'ancien bloc de l'Est et de l'Afrique du Sud dont les crédits ont servi exclusivement au financement de la guerre civile. Dépendance ensuite, après la fin du conflit en 1992, de l'Occident et de la Banque mondiale dont l'aide au développement et à la reconstruction a surtout entretenu la spirale de l'endettement. Pour Telma Loforte, « le gouvernement doit jouer un rôle plus actif dans la solution du problème de la dette, par exemple en développant des stratégies de lutte contre la pauvreté et la corruption. »

MARKUS GLATZ

